

Décision n° 2009-0103
de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes
en date du 5 février 2009
attribuant des ressources en numérotation à
la société Cellcast Média
(numéro court 3268)

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Cellcast Média (récépissé de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes n° 07-2725 en date du 5 décembre 2007) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu le courrier de la société Cellcast Média en date du 21 janvier 2009, reçu le 22 janvier 2009, sollicitant l'attribution d'un numéro court ;

Après en avoir délibéré le 5 février 2009 ;

.../...

Décide :

Article 1er - Le numéro court 3268 est attribué, jusqu'au 5 février 2029, à la société Cellcast Média (Siren : 391 068 343) pour l'accès à un service à valeur ajoutée.

Article 2 - La société Cellcast Média acquitte, pour les numéros courts attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, le numéro court attribué à l'article 1^{er} ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Il ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société Cellcast Média adresse à l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros courts attribués.

Article 5 - Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 5 février 2009

Le Président

Jean-Claude Mallet